

Abo Mobilité

Serge Dal Busco refuse de fermer les quais

Le Conseil municipal voulait bannir la circulation automobile durant les week-ends de l'été. Le ministre cantonal juge la mesure «en contradiction» avec la loi.



Théo Allegrezza

Mis à jour il y a 21 heures



Le quai du Mont-Blanc, théâtre d'une manifestation contre les nouvelles bandes cyclables le 3 juillet.

Laurent Guiraud / Tamedia



C'est non. Comme il l'avait déjà laissé entendre au lendemain du vote agité du Conseil municipal de la Ville, Serge Dal Busco ne fermera pas les quais à la circulation automobile durant les week-ends cet été. Une telle mesure serait «en contradiction» avec la loi pour une mobilité  cohérente et équilibrée (LMCE), écrit le conseiller d'État dans un courrier adressé au Conseil administratif il y a quelques jours.

La motion socialiste, acceptée fin juin par la nouvelle majorité de gauche au Municipal, avait pour but d'inciter les piétons à investir les quais. Les vacances estivales se dérouleront dans un contexte particulier en raison du Covid-19 et une partie de la population restera sans doute à Genève, a argué le PS. Seulement voilà, le «U lacustre» doit permettre aux automobilistes de circuler de manière fluide entre les deux rives du lac et il est défini comme «prioritaire» par la LMCE, souligne Serge Dal Busco.

Huile sur le feu

En outre, le Municipal souhaitait un accès «sécurisé et optimal aux quais» pour les piétons et les vélos. Or, rétorque le chef du Département des infrastructures (et donc de la Mobilité), les travaux qui débuteront dès le mois d'août ne permettront de toute façon pas de garantir un tel vœu. Ce chantier estival vise à prolonger le «U lacustre» cyclable sur la rive droite et le pont du Mont-Blanc.

Enfin, Serge Dal Busco ne souhaite visiblement pas mettre de l'huile sur le feu de la mobilité genevoise. Vendredi, quelque 500 personnes ont encore manifesté contre les nouvelles pistes cyclables, dessinées à la faveur du déconfinement, et que l'État a désormais l'intention de pérenniser. «Ces revendications sont aujourd'hui en cours de stabilisation», veut croire le conseiller d'État. Et d'ajouter: «De notables améliorations ont été apportées afin d'améliorer la fluidité pour l'ensemble des modes de transport et il serait préjudiciable de raviver l'état de tension actuel sur les questions de circulation.»

Publié: 08.07.2020, 16h56